

2 Demande d'aide au logement

► Si vous êtes propriétaire

■ Avez-vous emprunté pour acheter ou faire construire ? : oui non

■ Avez-vous emprunté pour réaliser des travaux d'augmentation de la surface habitable ? : oui non

■ Avez-vous emprunté pour réaliser des travaux d'amélioration de votre logement (*sauf travaux de papier peint, moquette, peinture, mobilier de cuisine ou de salle de bains*) ? : oui non

Si oui, nature des travaux :

■ Autre cas (*précisez : viager, location-vente, location-accession, rachat de soulte, etc.*) :

■ Surface totale du logement : m² *Ne pas tenir compte des balcons, loggias, terrasses.*

■ Mettez-vous en location une partie de votre logement ? oui non

Si oui, depuis quelle date ? Surface totale sous-louée : m²

Ne pas tenir compte des balcons, loggias, terrasses.

■ Votre logement comprend-il une ou plusieurs pièces à usage professionnel ? oui non

Si oui, depuis quelle date ? Surface totale des pièces à usage professionnel : m²

Ne pas tenir compte des balcons, loggias, terrasses

■ Êtes-vous co-emprunteur avec une personne autre que votre conjoint(e), concubin(e) ou pacsé(e) ? oui non

► Le logement répond-il aux caractéristiques de décence énumérées ci-dessous ? oui non

Principales caractéristiques de décence que le logement doit respecter (décret 2002-120 du 30 janvier 2002)

- Le logement ne doit pas avoir fait l'objet d'un arrêté d'insalubrité ou de péril ;
- la toiture, les murs, les peintures, les plafonds, les planchers, les installations électriques et de gaz ne présentent pas de risques manifestes pour la santé et la sécurité physique des occupants ;
- l'éclairage et la ventilation sont suffisants et sans danger ;
- il y a au moins un coin cuisine avec un point d'eau potable froide et chaude ;
- l'installation de chauffage est suffisante et sans danger ;
- l'installation sanitaire :
 - s'il s'agit d'un logement de plus d'une pièce, l'installation sanitaire est complète et intérieure au logement, avec douche ou baignoire et WC,
 - si le logement ne comporte qu'une seule pièce, il y a au moins des WC qui peuvent être extérieurs au logement ;

► Assumez-vous des frais supplémentaires pour l'occupation d'un deuxième logement pour des raisons professionnelles ?

oui non. Si oui, depuis quelle date ?

Nom et adresse de l'employeur

Nom et adresse du propriétaire



3 Demande d'aide au logement

Déclaration de patrimoine

Merci de compléter également cette déclaration de patrimoine, sauf si vous percevez l'Aah, l'Aesh ou êtes une personne âgée dépendante en Ehpad ou résidence autonomie.

■ Vous ou votre conjoint, concubin ou pacsé, détenez-vous un patrimoine financier ? oui non

On entend par patrimoine financier les montants actuels déposés sur les comptes suivants :

Livret A, Livret jeune, Livret d'épargne populaire (LEP), Livret de développement durable (LDD), Compte d'épargne-logement (CEL), Plan d'épargne logement (PEL) de moins de 12 ans, Plan d'épargne entreprise, Plan d'épargne en actions (PEA), Assurance vie (sauf rentes-survie et épargne handicap).

! **Attention** : Vous devez aussi déclarer les montants déposés sur les comptes des enfants à charge (sauf comptes bloqués). Ces montants doivent être cumulés à ceux de l'allocataire. Les comptes communs aux deux membres du couple doivent être déclarés pour moitié par chacun.

	Prénom, nom allocataire	Prénom, nom conjoint, concubin, pacsé :
Valeur totale du patrimoine financier actuel du foyer € €

■ Vous ou votre conjoint, concubin ou pacsé, détenez-vous un patrimoine immobilier (hors résidence principale) ? oui non

Il s'agit du montant estimé du patrimoine immobilier en France ou à l'étranger (maison, villa, appartement, studio, garage, terrain) non mis en location au cours de l'avant dernière année civile.

! **Attention** : Vous n'avez pas à déclarer le montant estimé de votre résidence principale, de votre patrimoine à usage professionnel, de vos biens en nue-propriété, en viager, issus d'un héritage non réparti, ou mis sous séquestre.

	Prénom, nom allocataire :	Prénom, nom conjoint, concubin, pacsé :
Valeur du patrimoine immobilier bâti
Valeur estimée de l'immobilier bâti € €
Valeur locative brute figurant sur le dernier avis d'imposition de la Taxe d'habitation ou le montant de la base de calcul figurant sur l'avis de la Taxe foncière (à multiplier par 2) € €

	Prénom, nom allocataire :	Prénom, nom conjoint, concubin, pacsé :
Valeur du patrimoine immobilier non bâti
Valeur estimée de l'immobilier non bâti € €
Valeur des bases terres non agricoles ou terres agricoles figurant sur le dernier avis d'imposition Taxe foncière (à multiplier par 2) € €

► Déclaration sur l'honneur à compléter dans tous les cas

Je certifie sur l'honneur que les renseignements fournis dans cette déclaration sont exacts. Je m'engage à signaler tout changement qui les modifierait. Je prends connaissance que cette déclaration peut faire l'objet d'un contrôle des organismes chargés du service des prestations, auprès de Pôle emploi, du service des impôts et de l'Agence des services et des paiements (Asp) ; qu'à la demande de la Caf je devrai justifier de ma situation notamment mon activité (bulletin(s) de salaire...) et de celle de tout enfant ou autre personne vivant au foyer.

À, le [] [] [] [] [] []

Si le signataire est un représentant de l'allocataire, précisez ci-dessous ses nom, prénom, qualité et adresse :

Signature de l'allocataire, de son représentant

Vous avez l'obligation de signaler immédiatement tout changement modifiant cette déclaration.

La Caf vérifie l'exactitude des déclarations (Article L. 114-19 du code de la Sécurité sociale). La loi punit quiconque se rend coupable de fraude ou de fausse déclaration (Articles L. 114-9 - dépôt de plainte de la Caisse pouvant aboutir à : travail d'intérêt général, amende ou peine de prison, L. 583-3, L. 831-7 du code de la Sécurité sociale et L. 351-12 du code de la Construction et de l'habitation - sans préjudice des sanctions pénales encourues, L. 114-17 du code de la Sécurité sociale - prononcé de pénalités).

La loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant auprès de l'organisme qui a traité votre demande.

Emplacement réservé à la Caf

Date demande :



4 Demande d'aide au logement

Informations Pratiques

Pour que votre dossier soit traité rapidement :

- répondez à toutes les questions qui vous concernent
- joignez toutes les pièces justificatives demandées
- n'oubliez pas de compléter une déclaration de situation



Pour bénéficier d'une aide au logement, votre logement doit répondre aux caractéristiques minimales de confort, de superficie et de sécurité fixées par la loi (Art.187 de la loi 2000-1208 du 13 décembre 2000 ; décret 2002-120 du 30 janvier 2002).

► Pièces à joindre à votre demande

En fonction de votre situation...**... vous devez fournir**

Vous êtes locataire ou résident dans un foyer



l'attestation de loyer ou de résidence à faire compléter, dater et signer par votre bailleur ou gestionnaire.

Vous êtes propriétaire et vous remboursez un ou des prêts pour la construction, l'acquisition, l'agrandissement ou l'amélioration de votre logement



le(s) certificat(s) de prêt(s) établi(s) par votre (vos) organisme(s) prêteur(s) comprenant le tableau d'amortissement.

Vous êtes propriétaire et vous remboursez un viager ou des échéances de location-vente



l'attestation du notaire faisant apparaître les caractéristiques de l'opération.

La prime de déménagement

Quelles conditions remplir pour en bénéficier ?

- Changer de logement à l'occasion de l'arrivée à votre foyer de votre troisième enfant (ou plus). Ce déménagement doit avoir lieu entre le 1^{er} jour du mois suivant la fin de votre 3^{ème} mois de grossesse et le dernier jour du mois précédant celui où cet enfant a atteint ses 2 ans.
- Demander la prime de déménagement dans les 6 mois suivant le déménagement. Passé ce délai, vous ne pouvez plus en bénéficier.
- Avoir droit à une aide au logement pour votre nouveau logement dans les 6 mois suivant le déménagement.

Si vous répondez aux conditions ci-dessus,

joignez une "DEMANDE DE PRIME DE DÉMÉNAGEMENT" à votre demande d'aide au logement.

Emplacement réservé à la Caf

Date demande :





DÉCLARATION DE PATRIMOINE POUR LES AIDES AU LOGEMENT

Merci de compléter également cette déclaration de patrimoine, sauf si vous ou l'un des membres de votre foyer êtes bénéficiaire de l'AAH et/ou de l'AEEH ou que vous êtes une personne âgée dépendante résidant en EHPAD ou résidence autonomie.

1. Identification du demandeur

Votre n° de sécurité sociale :

Nom : Prénom :

Date de naissance : Tél. :

2. Adresse du logement pour lequel vous demandez l'aide au logement

N° : Type de voie (rue, boulevard, ...) :

Code postal : Commune :

3. Patrimoine financier ⁽¹⁾

Quel est le montant du patrimoine financier détenu par vous-même, votre conjoint(e), concubin(e) ou pacsé(e), vos enfants à charge âgés de moins de 21 ans et les autres personnes à charge vivant à votre foyer ?

NB : Les montants doivent être déclarés sans les centimes. Vous devez aussi déclarer les montants déposés sur les comptes des enfants à charge (sauf comptes bloqués). Ces montants doivent être cumulés à ceux de l'allocataire. Les comptes communs aux deux membres du couple doivent être déclarés pour moitié par chacun.

Personnes au foyer	Vous ⁽²⁾	Votre conjoint(e)
Nom
Prénom
Patrimoine financier ayant produit des revenus retenus pour l'établissement de l'impôt au cours de l'avant dernière année civile € €
Patrimoine financier n'ayant pas produit des revenus retenus pour l'établissement de l'impôt au cours de l'avant dernière année civile ⁽³⁾ € €

(1) Il s'agit de l'ensemble des produits financiers figurant sur vos derniers relevés bancaires.

(2) Le patrimoine des autres personnes à charge est à ajouter à celui de l'allocataire. Les autres personnes à charge sont : vos enfants à charge âgés de moins de 21 ans et les autres personnes à charge vivant à votre foyer.

(3) Il s'agit des montants figurant sur les derniers relevés bancaires reçus des comptes suivants, au jour de la déclaration : Livret A, Livret jeune, Livret d'épargne populaire (LEP), Livret de développement durable (LDD), Compte d'épargne-logement (CEL), Plan d'épargne logement (PEL) de moins de 12 ans, Plan d'épargne d'entreprise (PEE), Plan d'épargne en actions (PEA), Assurance vie (sauf rentes-survie et épargne handicap).

4. Patrimoine immobilier ⁽⁴⁾

Quel est le montant du patrimoine immobilier détenu par vous-même, votre conjoint(e), concubin(e) ou pacsé(e), vos enfants à charge âgés de moins de 21 ans et les autres personnes à charge vivant à votre foyer ?

NB : Il s'agit du patrimoine immobilier détenu en France ou à l'étranger (maison, villa, appartement, studio, garage, terrain). Les montants doivent être déclarés sans les centimes.

Attention : Vous n'avez pas à déclarer votre résidence principale, vos biens à usage professionnel, vos biens en nue-propriété, en viager, issus d'un héritage non réparti, ou mis sous séquestre.

Personnes au foyer	Vous ⁽²⁾	Votre conjoint(e)
Nom
Prénom
Patrimoine immobilier bâti		
Valeur estimée des biens loués et non loués ⁽⁴⁾ € €
Patrimoine immobilier bâti n'ayant pas produit des revenus retenus pour l'établissement de l'impôt au cours de l'avant-dernière année civile		
Valeur « Base » figurant sur le dernier avis d'imposition de la Taxe foncière des biens non loués ⁽⁵⁾ € €
Patrimoine immobilier non bâti		
Valeur estimée des biens loués et non loués ⁽⁴⁾ € €
Patrimoine immobilier non bâti n'ayant pas produit des revenus retenus pour l'établissement de l'impôt au cours de l'avant-dernière année civile		
Valeurs « Bases terres non agricoles » et « Bases terres agricoles » figurant sur le dernier avis d'imposition de la Taxe foncière des biens non loués ⁽⁵⁾ € €

⁽⁴⁾ Il s'agit de déclarer le montant auquel les biens que vous détenez aujourd'hui peuvent être vendus. Il convient de déclarer les valeurs estimées des biens à hauteur de quote-part détenue.

⁽⁵⁾ Il s'agit de déclarer les valeurs « Base » des biens à hauteur des quotes-parts détenues et uniquement pour les biens non mis en location au cours de l'avant-dernière année civile.

Déclaration sur l'honneur

Je certifie sur l'honneur que les renseignements fournis dans cette déclaration sont exacts. Je m'engage à signaler tout changement qui les modifierait. Je prends connaissance que cette déclaration peut faire l'objet d'un contrôle des organismes chargés du service des prestations, auprès de Pôle emploi, du service des impôts et de l'Agence des services et des paiements (Asp) ; qu'à la demande de la MSA je devrai justifier de ma situation notamment mon activité (bulletin(s) de salaire...) et de celle de tout enfant ou autre personne vivant au foyer.

A

Le :

Si le signataire est un représentant de l'allocataire, précisez ci-dessous ses nom, prénom, qualité et adresse :

Signature de l'allocataire, de son représentant

Vous avez l'obligation de signaler immédiatement tout changement modifiant cette déclaration.

La Caisse de MSA vérifie l'exactitude des déclarations (Article L. 114-19 du Code de la sécurité sociale). La loi punit quiconque se rend coupable de fraude ou de fausse déclaration (Articles L. 114-9 - dépôt de plainte de la Caisse pouvant aboutir à : travail d'intérêt général, amende ou peine de prison, L. 583-3, L. 831-7 du Code de la Sécurité sociale et L. 351-12 du Code de la construction et de l'habitation - sans préjudice des sanctions pénales encourues, L. 114-17 du Code de la sécurité sociale - prononcé de pénalités).

La loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant auprès de l'organisme qui a traité votre demande.